

Domaine: Droit, Economie, Gestion; Mention: Droit comparé ; Spécialité: Droit des collectivités publiques et des grandes agglomérations

RNCP15404 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	341, 128, 120
Code(s) ROME	K1903, K1404, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis

<http://www.univ-paris8.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Activités visées :

A l'issue de ce Master, les étudiants maîtrisent les fondamentaux du droit public, en particulier en droit administratif, droit des collectivités territoriales, finances publiques et droit de l'Union européenne, ainsi que les processus et les techniques juridiques qui sous-tendent l'action locale, et en particulier l'action au sein des grandes agglomérations. Ils peuvent ainsi conduire toute mission demandant de comprendre et analyser des documents législatifs et réglementaires et autres, propres aux droits français et européen, et d'en tirer les conséquences pratiques nécessaires à l'exercice de toute profession juridique et à la mise en œuvre, au point de vue juridique et financier, des politiques locales urbaines

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Capacités attestées :

- Etablir un diagnostic de la situation, du contexte local ou du service en fonction de l'analyse des données économiques, démographiques, sociales
- Lire un budget local / intercommunal (structure, origines et prescriptions comptables des recettes (produit fiscal, dotations d'Etat, recours à l'emprunt, etc.) et dépenses)
- Décliner les décisions du gouvernement, des élus, en fonction du contexte et des enjeux locaux
- Développer et mobiliser un réseau de partenaires (autres services de l'Etat, réseau associatif, entreprises privées, ...)
- Effectuer un bilan des actions mises en œuvre et proposer des mesures correctives et des axes d'amélioration
- Renseigner sur les procédures de mise en demeure, assignation en justice et conciliation adaptées à la résolution des litiges
- Se conformer aux droits et obligations liés aux activités numériques des métiers du droit
- Argumenter, exposer, défendre un point de vue
- Réaliser une veille technique (actualité légale, jurisprudentielle)
- Maîtriser les règles et techniques des concours administratifs

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteurs d'activité :

- Secteur public : Ministères, Services de l'Etat, Administration centrale, Communautés d'agglomération, Communautés de communes, Communautés urbaines, Communes de + de 3500 habitants, Conseils généraux, Conseils régionaux, Entreprises publiques/établissements publics
- Secteur privé : Agences et cabinets de conseil, Cabinets juridiques, Associations, etc.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Type emplois accessibles :

- Cadre juridique, consultant juridique, assistant juridique
- Juriste spécialisé, dans le secteur public ou au sein du secteur privé au service des collectivités publiques
- Conseiller en développement local : agent ou chargé de mission en développement local, au sein d'agences de développement de communautés d'agglomérations,
- Responsable de programme d'études, chargé d'études, chargé d'évaluation et de prospective
- Responsable de mission d'aménagement du territoire
- animateur-développeur de programmes européens
- Chef de projet politique de la ville
- Chargé d'affaires au sein de délégataires de service public.
- Cadre dirigeant d'un service territorial, cadre de direction d'un service territorial, responsable d'un opérateur de l'Etat, responsable sectoriel, cadre sectoriel

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Intervenants du Master : enseignants de Paris 8 et professionnels ayant fait plus de 3h

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

M1 : <http://www.ufr-droit.univ-paris8.fr/Master-1-mention-droit-compare,1048>

M2 : <http://www.ufr-droit.univ-paris8.fr/Master-2-mention-droit-compare>

Blog du M2 : <http://masterga.over-blog.com/articles-blog.html>

Université Vincennes Saint-Denis (Seine Saint-Denis) Paris VIII

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/15404/>